

Mise en place précipitée du logiciel ORIGINE 2.0

Une mise à jour à haut risque pour les établissements...

L'UFAP UNSa JUSTICE GRAND OUEST tient à exprimer sa plus vive inquiétude quant à la mise en œuvre annoncée, pour cet été, du logiciel de gestion du service des agents, **ORIGINE 2.0**, au sein des établissements.

Aujourd'hui, force est de constater que cette mise à jour se prépare dans des conditions particulièrement préoccupantes. Les informations transmises dans les DISP restent lacunaires, imprécises et tardives.

Plus grave encore...

Les services des Agents (SDA), pourtant en première ligne dans la gestion opérationnelle des services, ne bénéficient pas des formations nécessaires pour assurer une transition sereine et efficace.

Cette situation fait peser **un risque réel de désorganisation des services, de dysfonctionnements dans la gestion quotidienne des personnels et, par conséquent, de dégradation des conditions de travail des agents**. Une mise en œuvre précipitée, sans accompagnement suffisant ni préparation adaptée, ne peut qu'aboutir à des difficultés majeures sur le terrain.

L'UFAP UNSa JUSTICE GRAND OUEST refuse que les personnels servent de variable d'ajustement à un déploiement technique mal préparé. *Une arrivée de ce logiciel 2.0 et d'une telle ampleur exige anticipation, concertation, transparence et formation effective des personnels concernés.*

En conséquence, L'UFAP UNSa JUSTICE GRAND OUEST **demande à la DGAP de reporter la mise en application du logiciel ORIGINE 2.0, afin de permettre :**

- une information complète et claire des établissements,
- une formation effective et adaptée des SDA,
- une phase de préparation et de test garantissant la fiabilité du dispositif,
- un déploiement maîtrisé, respectueux des personnels et du bon fonctionnement des services.

La modernisation des outils de gestion ne peut se faire au détriment de la stabilité des organisations de travail ni de la sécurité des établissements.

L'UFAP UNSa JUSTICE GRAND OUEST restera particulièrement vigilante et mobilisée pour défendre les conditions de travail des personnels.

Caen le, 19 Février 2026

Les Secrétaires Généraux Régionaux